

Le président libanais est devenu pathétique

par André Chamy

En vertu de sa politique de distanciation du conflit syrien, le président libanais, Michel Sleiman, exige que le Hezbollah cesse toute intervention au pays de Cham. Cependant, pour André Chamy, la ficelle est trop grosse : le président Sleiman ne voit que ce qu'il veut voir.

RÉSEAU VOLTAIRE | PARIS (FRANCE) | 25 JUIN 2013

ESPAÑOL



Michel Sleiman fut élu, le 25 mai 2008, par la Chambre des députés en violation de la Constitution libanaise (l'article 49 interdit à un haut fonctionnaire d'être élu moins de deux ans avant d'avoir quitté ses fonctions). Il ne fut pas installé par son prédécesseur, Émile Lahoud, mais par l'émir du Qatar, en présence du représentant de l'ancienne puissance coloniale siégeant non pas à la tribune, mais sur le banc du gouvernement (Bernard Kouchner pour la France).

Le président du Liban, Michel Sleiman, vient de découvrir qu'il est président d'un pays disposant de son indépendance et de sa souveraineté sur son territoire, et c'est tant mieux. Le problème est que ce président n'a cessé d'être informé des

atteintes portées à l'intégrité territoriale de sa patrie par les airs, la terre, et la mer.

Depuis la fin des hostilités israéliennes contre le Liban durant la guerre de 33 jours pendant l'été 2006, l'État hébreu n'a pas laissé un seul jour sans commettre d'infraction aux résolutions de l'ONU et aux règles élémentaires du droit international et des droits humains.

Tous les moyens sont utilisés par ce pays, connu pour ses crimes contre les populations libanaises et palestiniennes, pour déstabiliser le pays du cèdre. Les survols quasi quotidiens du territoire libanais, l'interception des bergers et pêcheurs, les manœuvres pour effrayer les touristes qui viennent visiter le Sud à travers les provocations face aux sites et installations touristiques..

L'on ne peut pas oublier non plus les menaces constantes pour attaquer le Sud au prétexte de vouloir extraire le Hezbollah de ce territoire libanais qui s'étend jusqu'à la banlieue sud de Beyrouth et même au-delà... Comme d'habitude il s'agirait de projets préventifs en vue d'éviter tout risque pour Israël, en réalité le seul pays agresseur dans la région.

Le même président qui était chef d'état major quand le mouvement Fatah Al-Islam a voulu s'installer au nord de Tripoli dans le camp de Nahr El-Bared, sait que le risque d'Al-Qaeda a commencé à partir de ce moment à menacer la sécurité du territoire libanais. Il sait également que le combat mené à cette occasion par l'armée libanaise a coûté la vie à plusieurs centaines de soldats, officiers, et sous-officiers.

Cette armée courageuse s'est trouvée seule à livrer combat contre une organisation terroriste qui cherchait à semer le désordre et à menacer l'autorité de l'État libanais. Sans l'aide de la Syrie, ce combat n'aurait probablement pas été gagné et aurait coûté plus de victimes, civiles et militaires, en raison de la parfaite organisation de ces mouvements terroristes.

Cet excellent président n'a pas remarqué qu'au moins depuis le début de son mandat, des zones de non-droit s'instaurent dans différentes régions libanaises, notamment à Akkar, dans le Nord, à

Erssal dans la plaine de la Beqaa, sans oublier certains quartiers de Beyrouth et de Sidon où les islamistes et les partisans du clan El-Hariri cherchent au quotidien les provocations contre tous ceux qu'ils considèrent comme proches du Hezbollah.

Enfin, ce président bien aimé n'a pas remarqué que depuis le début de la crise syrienne de véritables couloirs de trafic et de transfert en hommes et en armes à destination des bandes armées en Syrie se sont installés à la frontière entre ces deux pays. L'on a du mal à oublier que des hommes politiques libanais se sont trouvés impliqués dans ce trafic mettant en cause tant la sécurité de la Syrie que celle du Liban.

Le Liban devenait *ipso facto* une base arrière de ces bandes armées sévissant en Syrie tant contre l'armée régulière syrienne que contre les populations civiles au Liban et en Syrie. L'armée libanaise s'est trouvée prise à partie à maintes reprises avec des morts et des blessés par dizaines sans que cet ancien chef d'état major ne s'en émeuve, si ce n'est à travers des déclarations tonitruantes, mais sans jamais assurer à l'armée la couverture politique pour riposter et arrêter les véritables coupables de ces méfaits.

Ces derniers mois, le territoire libanais était régulièrement bombardé par les milices qui sévissent du côté syrien contre l'État Syrien, et prenait pour cible des civils libanais des deux côtés de la frontière. Puisque à cette occasion, le chef d'État libanais découvre qu'il y a des Libanais qui vivent en Syrie depuis l'indépendance des deux pays des deux côtés de la frontière, justement en raison du tracé absurde de ces frontières.

Les civils vivant dans ces régions savaient que les milices syriennes se déplaçaient librement entre les régions se trouvant sous leur contrôle en Syrie, et celles au Liban qui leur assurent un soutien logistique en armes, carburant, soins pour leurs blessés et caches pour se reposer des combats, et enfin des camps d'entraînement que l'armée libanaise avait parfaitement identifiés.

Le chef d'État libanais ne trouvait rien à y redire...

Conformément aux accords entre les deux pays, les autorités

syriennes ont demandé officiellement aux autorités libanaises d'assurer le contrôle et la surveillance de ces lignes de frontière qui devenaient des poignards dans le dos des soldats syriens, mais après un accord de principe sur un mécanisme de contrôle, le président n'a pas voulu respecter les engagements libanais, et n'a donc pas donné à l'armée libanaise les moyens et la mission de sécuriser d'abord son propre territoire.

À partir de ce moment les miliciens syriens se sont sentis confortés et surtout en sécurité au Liban. Les personnes arrêtées lors de contrôles de l'armée libanaise étaient vite relâchées. Certains se sont même crus autorisés à attaquer les postes et patrouilles de cette armée, notamment sur la commune d'Ersal où des soldats et officiers ont été assassinés et ensuite lynchés par des bandes armées sévissant dans cette commune.

Encore une fois, l'armée libanaise n'a pas été réellement autorisée à pourchasser ceux qui ont bafoué son autorité et participé à des atrocités sur les corps des soldats et officiers tués lors d'une simple arrestation d'un repris de justice à laquelle l'armée venait de procéder.

Un jour le président s'est réveillé suite aux bombardements par les hélicoptères de l'Armée arabe syrienne des positions des rebelles situées en territoire libanais, lesquelles ne cessaient de harceler les postes syriens jour et nuit causant des victimes parmi ses soldats en toute impunité et retrouvant tranquillement leur base arrière au Liban.

Lui qui n'avait jamais réellement protesté contre toutes les atteintes précédemment rappelées —et qui devenaient la dramatique routine des populations situées des deux côtés de la frontière—, décida de protester contre les attaques syriennes en territoire libanais et décida de déposer deux plaintes contre la Syrie l'une devant la Ligue Arabe et l'autre devant l'ONU.

Il s'agissait de saisir « Les Amis de la Syrie » contre celle-ci puisque la Ligue arabe a suspendu la Syrie de sa qualité de membre alors qu'elle en est l'un des fondateurs, et a ensuite « confié » son siège à la Coalition syrienne. Enfin, elle a voulu déposer le dossier syrien devant le Conseil de sécurité des Nations Unies afin de faire

adopter une résolution contre elle sous le chapitre VII.

Quant à l'ONU, certains de ses membres cherchent toujours à attribuer le siège de la Syrie à la même Coalition au sein de toutes les institutions de cette organisation. C'est dire à quel point le chef d'État libanais est prévenant à l'égard de l'État syrien, et cela prouve la reconnaissance qu'il a pour le seul pays qui lui a sauvé la mise quand il était chef d'état-major.

Mais quelle mouche l'a piqué ? Rien si ce n'est que les mauvaises langues parlent de la générosité du Qatar vis-à-vis de ce chef d'État qui est devenu au fil des années le fossoyeur de l'institution dont il était le chef, en l'occurrence l'armée libanaise et celui qui a le plus affaibli le Liban depuis la victoire de la Résistance libanaise, parvenue à libérer l'essentiel du territoire national occupé par Israël.

L'inventeur du centrisme devenu l'immobilisme de toutes les institutions, aussi bien le parlement que le gouvernement, sans oublier au passage la justice devenue dans un certain nombre de dossiers la complice de la collaboration avec l'ennemi, libérant ou accordant une clémence remarquable à l'égard des collaborateurs.

Tel est le vrai bilan du président Sleiman. Le pire est qu'il a compris qu'il s'est couvert de ridicule car il engage cette manœuvre au moment où le monde entier a compris que le président El-Assad est devenu indéboulonnable, c'est alors qu'il déclare ne pas avoir déposé de plaintes, mais de simples mémorandums qui viseraient tous les atteintes contre le territoire libanais provenant des parties belligérantes en Syrie.

Le hic est que quand il se couvre de ridicule, il ne le fait pas qu'une seule fois mais deux ! puisqu'en même temps il demande au Hezbollah de ne plus intervenir en Syrie. Formidable ! Mais a-t-il dit la même chose à toutes les factions libanaises qui interviennent en Syrie depuis deux ans au vu et au su de tous... ? Pourquoi ne s'est-il pas adressé aux députés et responsables politiques libanais dont l'implication est clairement avérée dans la guerre en Syrie ? Pourquoi n'a-t-il pas invité les combattants du Front Al-Nousrah à quitter certaines villes libanaises ?

Une seule réponse, ce président est devenu pathétique....

André Chamy

Source : « Le président libanais est devenu pathétique », par André Chamy, *Réseau Voltaire*, 25 juin 2013, www.voltairenet.org/article179117.html